



Séminaire CSU (UMR 7112 Cresppa) - 2011-2012

PENSER L'ÉTAT: MODELES EXPLICATIFS, PRATIQUES DE RECHERCHE

Coordination : Sylvain Bordieac & Franck Poupeau

Dans les années 1990 et 2000, les sciences sociales ont relativement négligé la question de l'État, au point que celle-ci est devenue moins présente dans les manuels de science politique et de sociologie. Mais aujourd'hui, en France comme à l'étranger, cette question suscite à nouveau des recherches spécifiques. Ce regain d'intérêt peut être envisagé sous plusieurs angles thématiques et disciplinaires.

1- Tout d'abord, la globalisation libérale a souvent été présentée comme une opération de déstructuration, voire tout simplement de destruction de l'État, en particulier de ses modes traditionnels d'intervention. Depuis les années 1970, on aurait donc assisté à une crise de l'État-providence et à une succession de réformes dans les domaines de la santé, de la couverture sociale ou du travail. Se serait alors imposée la nécessité de réinventer un État dont l'action était assimilée à de « l'assistanat ». En réaction à ces dynamiques et à ces discours, de nombreux travaux ont mis l'accent sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre des réformes libérales et, partant, sur les recompositions de l'expertise et de l'action publique favorisées par ces réformes. Dès lors, en Europe, le problème est devenu celui du contrôle et du financement des systèmes administratifs, lesquels requièrent de nouveaux modes de fonctionnement souvent inspirés du *New Public Management*.

2- L'idéal d'une « science de l'administration » a ainsi animé les travaux de science politique sur la formation de cultures bureaucratiques nationales (F.Dreyfus, J.-M. Eymeri, etc.) et les transformations des processus de décision dans des contextes de décentralisation et de changements d'échelle de l'action publique (A.Roger, H.Michel, Ph.Bézès, etc.). Cela étant, qu'il s'agisse de fiscalité, de droits sociaux ou d'environnement, le rôle des États dans la mise en œuvre des politiques publiques a été reconceptualisé autour de l'idée de « régulation multi-niveaux » (B.Doern, R.Jonhson, L.Houghe, G.Marks, etc.). Par ailleurs, des recherches renouvelant en profondeur la sociologie de l'action publique en s'intéressant aux coulisses des bureaucraties et aux guichets administratifs (M. Lipsky, V. Dubois, A. Spire, etc.) ont mis en évidence l'autonomie relative du local dans ce contexte.

3- Depuis les années 1970, de nombreux travaux ont porté sur les différentes composantes de la noblesse d'État. Grands patrons, grandes écoles, hauts fonctionnaires, responsables politiques, journalistes, intellectuels, professions libérales et juristes ont tour à tour été pris pour objet (de P. Bourdieu à S. Laurens ou H. Michel en passant par A. Bancaud, Y. Dezalay et B. Garth). Les études monographiques des grands corps d'État,

des caractéristiques sociales et scolaires de leurs membres et des propriétés de leurs réseaux constituent la condition d'une montée en généralité sur le sujet de la domination étatique. La contextualisation sociale dont bénéficient ces travaux permet de construire une sociologie génétique et relationnelle du champ du pouvoir irréductible aux propriétés des élites nationales et des formes des conflits d'intérêts aux sommets de l'État. C'est d'ailleurs cette dynamique scientifique qui, à partir des travaux sur l'émergence d'une bureaucratie européenne (D. Georgakakis, M. Delassale, A. Vauchez, etc.) et la constitution d'élites transnationales de l'économie et de la culture, ces nouvelles « classes sociales dans la mondialisation » (A.-C. Wagner, M. Hartmann, D. Weening, L. Sklair, etc.), a permis d'ouvrir le débat sur la pertinence d'un cadre d'analyse strictement national.

4- Paradoxalement, les sciences politiques comme la sociologie ont quelque peu marginalisé la réflexion historique sur les modèles explicatifs de « genèse de l'État moderne ». Qui plus est, les processus de concentration des différentes formes de capitaux qui accompagnent l'apparition des bureaucraties occidentales, étudiés antérieurement par Max Weber, Norbert Elias, Barrington Moore, Perry Anderson, Shmael Eisenstadt, Charles Tilly et Pierre Bourdieu, ont connu un identique désinvestissement scientifique. D'où l'intérêt de prendre au sérieux la nouvelle vitalité de la mise en perspective historique et comparative, une dynamique impulsée par les travaux d'historiens et d'anthropologues sur les empires coloniaux et leurs liens avec la formation des États-nations : Laura Benton, Frederick Cooper, Anthony Anghie, Ann Stoler, Georges Steinmetz ; sans oublier les travaux contemporains qui, depuis Theda Skocpol, Jeremy Richardson ou Christopher Wood, ont impulsé une discussion critique du paradigme historique de la concentration des capitaux.

5- Finalement, le regain d'intérêt pour l'État peut être lu au prisme de l'internationalisation : l'élaboration de modèles historiques de formation ou de dissolution des États, entre empires et globalisation libérale ; les enquêtes sur les recompositions des élites au delà du cadre strictement français. Dans cette perspective, la réflexion sur l'État peut mobiliser les travaux susceptibles d'un usage comparatif, par exemple, sur la Chine, l'Irak ou les pays arabes.

Très attentif au retour des sciences sociales vers l'État et le champ du pouvoir, soucieux d'ancrer le travail sociologique sur ces questions dans les processus historiques, ce séminaire aura pour objectif d'explorer, voire de relier et de systématiser, les lignes de travail présentées plus haut. D'une part, une relecture des modèles historiques de construction de l'État comme processus de concentration de capitaux économiques, militaires, culturels et symboliques. D'autre part, des présentations de recherches originales permettant une appréhension au plus près du travail de terrain, des modes de reproduction comme des transformations des élites nationales et internationales.

Programme du séminaire de l'équipe CSU :

- **Mardi 27 septembre 2011** : 10h/12h30 – **François Denord, Paul Lagneau & Sylvain Thine**, « Les élites du pouvoir en France ».
- **Mardi 25 octobre 2011** : 10h/12h30 – **Anne Revillard**, « La cause des femmes dans l'Etat : une comparaison France-Québec ».
- **Mardi 22 novembre 2011** : 15h/17h30 – **Alexis Spire**, « Les classes dominantes face à l'impôt ».
- **Mardi 24 janvier 2012** : 10h/12h30 – **Michael Hartmann**, « Internationalisation et spécificités nationales des élites économiques européennes ».
- **Mardi 14 février 2012** : 10h/12h30 – **Georges Steinmetz**, « Le champ de l'Etat colonial ».
- Séances dont les dates seront précisées ultérieurement :
 - mars – **Julie Gervais**, « Grands corps d'Etat ».
 - avril – **Manuel Alcantara**, « Les élites politiques en Amérique latine ».
 - mai – **Jean-Louis Rocca**, « Les recompositions de l'Etat en Chine ».

Le séminaire se déroule à l'**UPS Pouchet, 59 61 rue Pouchet 75017 Paris.**

Métro ligne 13 – Guy Mocquet ou Brochant

Il se tient en **salle de conférence.**

Séminaire ouvert à toutes et tous.

Contacts : Sylvain Bordiec, sylvain.bordiec@csu.cnrs.fr

Franck Poupeau : franck.poupeau@cresppa.cnrs.fr